



United Nations
Office for South-South Cooperation



Action Sud-Sud Coopération Fragile-Fragile :

Volontarisme, coopération et
solidarité

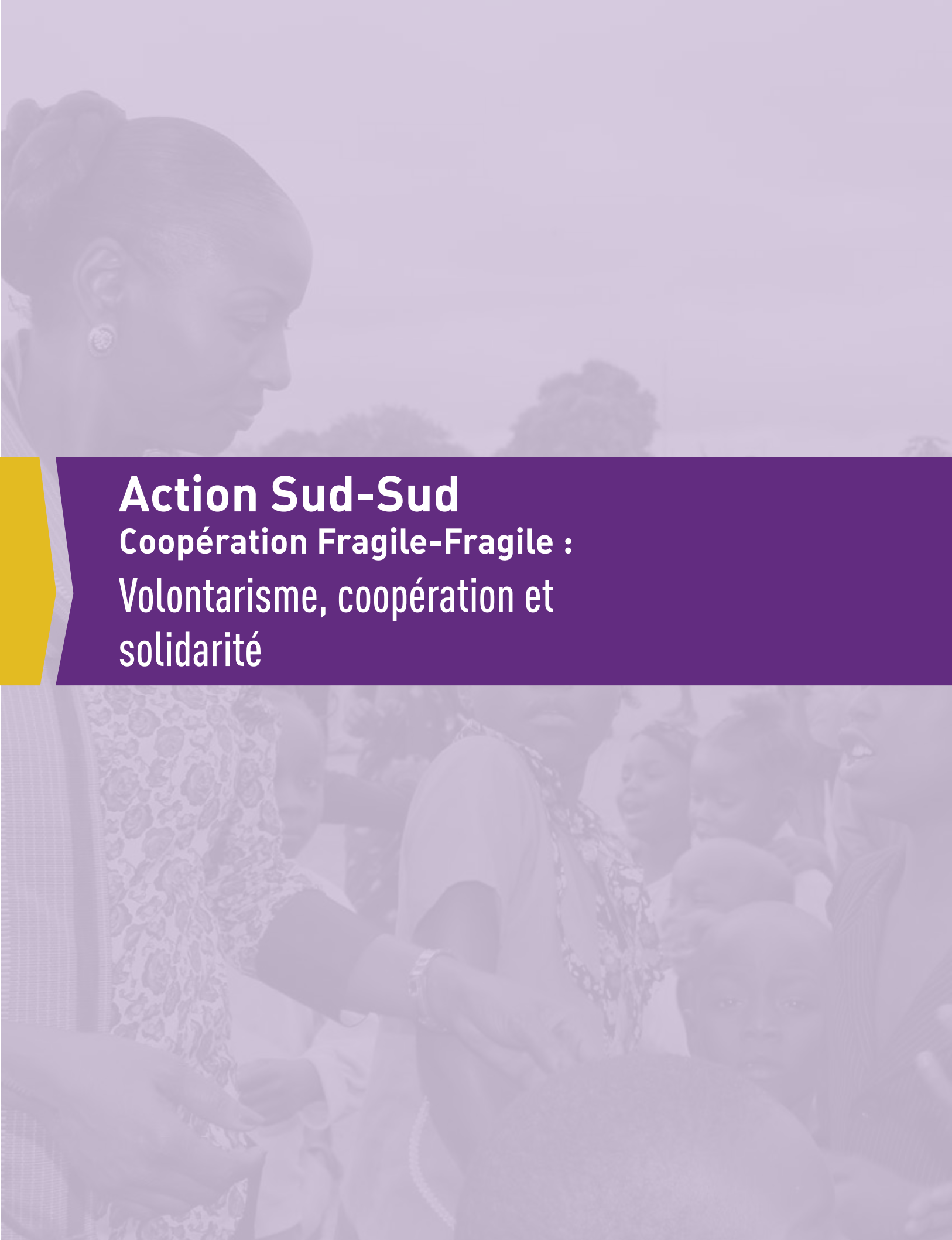
Copyright © Le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et le g+7

Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud 2017 Programme des Nations Unies
pour le développement
304 East 45th Street, FF-12th Floor New York City, NY, 017 10

Secrétariat du g+7
Rua Palacio do Governo
Dili, Timor-Leste

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles des Nations Unies, y compris le PNUD, ou les États membres des Nations Unies. Les désignations employées et la présentation de données sur les cartes ne sauraient être interprétées comme exprimant une prise de position de la part du Secrétariat des Nations Unies ou du PNUD sur le statut juridique de tout pays, territoire, ville ou région ou de ses autorités, ou sur la délimitation de ses frontières ou limites.

Conçu par YAT Communication

The image features a woman in profile on the left, looking downwards. The background shows a group of people, including children, in a community setting. A purple banner with white text is overlaid on the right side of the image.

Action Sud-Sud

Coopération Fragile-Fragile : Volontarisme, coopération et solidarité

Table des matières

08 Résumé analytique



11 Chapitre I :

Origines et principes de la coopération Fragile-Fragile



19 Chapitre II :

La coopération Fragile-Fragile dans la pratique



33 Chapitre III :

La coopération Fragile-Fragile et le programme mondial pour la paix et le développement



Remerciements

L'UNOSSC et le g7+ voudraient remercier toutes les parties qui ont contribué à la production de cette publication. Nous adressons nos remerciements à Alexandre Abreu qui a compilé cette publication. Nous tenons également à remercier le personnel du Secrétariat du g7+ qui y a contribué : Habib Ur Rehman

Mayar et Helche Silvester. Nous souhaitons, en outre, remercier les membres du personnel de l'UNOSSC qui ont pris part à la rédaction de la version préliminaire, assuré la liaison avec le comité de publication et mis au point la version finale : Mehdi Mirafzal, Michael Stewart et Yoko Shimura.

Préface

Le g7+ est une association intergouvernementale de pays affectés par les conflits et la fragilité qui ont choisi de faire front commun pour assurer leur transition vers un état de résilience et amorcer les prochaines étapes de leur développement. Nous le faisons en coordonnant nos positions dans des forums internationaux, en fonctionnant en tant que plate-forme et point focal pour les questions liées aux conflits et en coopérant de manière croissante.

Cette coopération entre pays en proie à un conflit ou sortant d'une crise, connue sous le nom de coopération Fragile-Fragile (F2F), s'inspire de l'histoire riche en succès de la coopération Sud-Sud. Il s'agit d'une version de la coopération Sud-Sud qui s'appuie spécifiquement sur les ressources et la solidarité des pays touchés par les conflits et la fragilité, en s'entraidant volontairement.

Le g7+ a été fier de travailler avec le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud à la création de ce rapport de l'action Sud-Sud. Ce rapport donne un aperçu de la coopération F2F, ses principes et ses objectifs, ainsi que certaines de ses réalisations à ce jour. Dans cette publication, vous trouverez des exemples de coopération F2F dans des domaines aussi variés que la promotion de la paix et la réconciliation, le soutien aux élections, et la gestion des ressources naturelles ou des situations d'urgence. Dans leur diversité, ces exemples montrent qu'en dépit des difficultés auxquelles ces pays sont confrontés, ceux-ci ont beaucoup à s'offrir mutuellement.

Alors que le monde s'apprête à relever le défi que constitue la réalisation des objectifs de développement durable d'ici 2030, les pays les plus à risque d'être laissés pour compte sont ceux qui sont confrontés à des situations de conflit et de fragilité. Veiller à ce que ces pays progressent régulièrement vers la paix et le développement doit être une priorité mondiale et une responsabilité commune de tous. Les coopérations Nord-Sud, Sud-Sud et Fragile-Fragile ont toutes un rôle important à jouer dans la réalisation de cet objectif.



A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Kargbo' with a flourish at the end.

Momudu Lamin Kargbo

Ministre des Finances et du Développement économique de la Sierra Leone et Président du g7+

Préface

Lancé en 2016, le programme action Sud-Sud (SSiA) est l'une des séries phares de rapports du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud (UNOSSC). Il s'agit d'un espace permettant à nos partenaires, tels que les États membres, les organismes des Nations Unies, les organisations intergouvernementales et la société civile, de partager leurs activités les plus concluantes en matière de coopération Sud-Sud et triangulaire. Dans le cadre de la série Sud-Sud en action, l'UNOSSC encourage les pays en développement et les partenaires à publier et à promouvoir les politiques, initiatives et activités qui leur ont permis de réaliser leurs objectifs de développement. Grâce à cette série, nous créons un référentiel des meilleures pratiques, des études de cas et des enseignements tirés qui peuvent être partagés dans les pays du Sud.

Nous sommes heureux de vous présenter cette quatrième édition du SSiA en partenariat avec le g7+. Le g7+ est une association volontaire de pays qui sont ou ont été affectés par des conflits et se trouvent à présent dans une phase de transition vers le prochain stade de leur développement. Il s'agit d'une organisation intergouvernementale unique qui regroupe 20 États membres issus de diverses régions, cultures, traditions et contextes historiques d'Afrique, d'Asie, des Caraïbes et du Pacifique.

L'objet de cette édition est la coopération Fragile-Fragile (F2F). Développée par le g7+, la coopération F2F décrit le soutien que les États membres du g7+ s'apportent mutuellement au fur et à mesure qu'ils passent d'une situation de fragilité et de conflit à un état de paix et à de stabilité. Ses principes et activités s'inspirent de la coopération Sud-Sud et sont étroitement alignés sur celle-ci. Il s'agit d'une modalité complémentaire importante à la coopération Nord-Sud.

Comme en témoigne cette publication, la coopération F2F a beaucoup à apporter à la consolidation de la paix et au renforcement de l'État. Grâce à des activités telles que le partage d'expériences, l'échange de connaissances et l'octroi d'aides financières, les activités F2F contribuent directement aux objectifs nationaux de développement et à la création d'un monde plus pacifique.

L'UNOSSC dispose d'un flux de travail consacré aux tâches vitales de la consolidation de la paix et du renforcement de l'État. J'ai hâte de travailler plus

étroitement avec le g7+ et d'autres parties prenantes pour que nous poursuivions cette ligne de travail.

Les personnes vivant dans des situations de fragilité et de conflit sont parmi les populations les plus vulnérables au monde. Afin de respecter les engagements du programme 2030 – et faire en sorte que personne ne soit laissé pour compte – nous devons accorder une attention particulière à ces personnes. La coopération F2F, en tant que modalité de coopération nouvelle et complémentaire, a indubitablement le potentiel de contribuer au développement d'un monde stable et pacifique. Je me réjouis de voir cette modalité évoluer et être appliquée à plus grande échelle dans les années à venir.

Je souhaite remercier nos collègues du g7+ pour leur travail acharné et leur dévouement, et les féliciter pour cette publication fascinante.



Jorge Chediek

Envoyé du Secrétaire général pour la coopération Sud-Sud et Directeur du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud

Résumé analytique

La coopération Fragile-Fragile (ou F2F) est le soutien que les pays en situation de conflit ou en sortie de crise s'apportent mutuellement, notamment par l'apprentissage mutuel, le renforcement des capacités, la mobilisation des tiers, l'aide financière ou la génération de connaissances. Programme phare du groupe des pays du g7+, la coopération F2F est née du partage d'expériences entre et parmi ses pays membres. Les membres du g7+ se sont rendu compte que malgré leurs différences, ils partageaient des points communs importants qui permettaient d'apprendre des expériences et des trajectoires de chacun. Confrontés à des défis similaires, ils ont mieux compris les difficultés des uns et des autres.

Les principes clés de la coopération F2F sont le volontarisme, la coopération et la solidarité. La coopération F2F est inconditionnelle et exempte d'intérêts particuliers, qu'ils soient politiques ou économiques. Elle s'abstient également de favoriser ou de promouvoir une idéologie ou une approche spécifique du développement ou des solutions universelles. Au contraire, elle met l'accent sur la spécificité du contexte et l'appropriation nationale, et croit en l'appui de l'évolution organique des ripostes locales pour relever les défis locaux.

Le principal objectif de la coopération F2F est d'aider les pays à progresser vers la paix, la résilience et le développement en leur apportant un soutien mutuel. Dans le même temps, elle sert à promouvoir une vision commune au sein du groupe des pays du g7+ d'un monde meilleur et plus sûr pour tous, et guide le travail de lobbying et de plaidoyer mondial du g7+ dans les domaines de l'aide au développement, de la consolidation de la paix et du renforcement de l'État.

Depuis sa création en tant que concept et programme en 2013, la coopération F2F s'est élargie pour se décliner en de nombreuses formes et modalités. Des experts et des responsables de l'ensemble du g7+ se sont rendus dans d'autres pays membres pour contribuer au processus de mise en œuvre du New Deal pour l'engagement dans les États fragiles (le New Deal). Des tables rondes et des exercices de génération de connaissances transnationaux ont été organisés sur des questions telles que la gestion des ressources naturelles ou les défis du secteur de la justice dans les pays touchés par des conflits. Des missions de bonne volonté visant à faciliter la réconciliation pour la paix ont été organisées dans des pays comme la République centrafricaine et le Soudan du Sud. Un appui essentiel a été apporté à l'élection présidentielle en Guinée-Bissau en 2014 et en République centrafricaine en 2015. Une aide financière, octroyée par les systèmes des pays bénéficiaires, a été fournie en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone pour aider à résoudre la crise provoquée par le virus Ebola, ainsi qu'en République centrafricaine pour aider à réinstaller des milliers de personnes déplacées.

Inspirée par la coopération Sud-Sud, la coopération F2F est étroitement liée à celle-ci. Autrement dit, la coopération F2F peut apprendre de l'expérience de la coopération Sud-Sud. Par ailleurs, la coopération F2F a ses propres enseignements à partager avec le monde de la coopération au développement mondial, en particulier en ce qui concerne l'importance des approches dirigées par les pays eux-mêmes pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État. Ce n'est qu'en alimentant l'État et les institutions de chaque pays – et non en les contournant ou en les remplaçant – que la résilience et le développement peuvent être durablement poursuivis.

L'importance de la coopération F2F va au-delà de ses impacts immédiats, et concerne aussi les valeurs et les principes qu'elle affirme, et la manière dont ceux-ci se rapportent au programme de développement mondial. Le paysage du développement mondial a connu d'importants changements au cours des dernières années, notamment l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030, du Programme de paix durable et de la nouvelle façon de travailler. La coopération F2F n'est pas seulement cohérente avec ces récentes évolutions, elle les a anticipées et y a contribué dans une certaine mesure.

Le programme de coopération F2F n'en est encore qu'à ses balbutiements, mais peut déjà être considéré comme un succès. Outre ses effets bénéfiques directs, il a conduit à l'accumulation de connaissances et d'expériences considérables. Parmi ses enseignements stratégiques, citons le fait que la coopération F2F exerce son impact

le plus puissant grâce à son effet de démonstration : lorsqu'elle sensibilise le monde entier aux besoins des pays fragiles et touchés par un conflit, qu'elle contribue à changer le discours sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État et qu'elle applique les principes du New Deal en promouvant une approche dirigée par les pays eux-mêmes.

À l'avenir, la coopération F2F devra relever un certain nombre de défis : mieux explorer le potentiel des accords de coopération triangulaire ; atteindre les pays non membres du G7+ pour envisager d'éventuelles collaborations ; étudier les synergies entre la coopération F2F et Sud-Sud ; identifier d'autres « champions de la paix » au sein du G7+ pour faciliter la médiation et la réconciliation pour la paix dans les pays en conflit ; et augmenter la portée et l'impact des activités du F2F.





Chapitre I : Origines et principes de la coopération Fragile-Fragile

Origines et principes de la coopération Fragile-Fragile

L'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) estime que plus de 1,5 milliard de personnes vivent actuellement dans des pays touchés par des conflits et des situations de fragilité. Ces pays sont confrontés à certains des défis de développement les plus complexes, ainsi qu'à certains des besoins les plus urgents. L'incapacité à atteindre pleinement les objectifs du Millénaire pour le développement a été focalisée de manière disproportionnée dans ces pays. C'est aussi de plus en plus le cas pour l'extrême pauvreté : selon la Banque mondiale, d'ici 2030, la proportion des personnes extrêmement pauvres vivant dans des situations de conflit sera de plus de 50 % du total. La guerre et les conflits détruisent des vies, des infrastructures et des moyens de subsistance, enrayant ainsi les progrès du développement. Construire et maintenir la paix dans ces pays à travers la promotion de la sécurité, de la justice, de la politique inclusive et du développement économique est donc une préoccupation mondiale d'une importance capitale en matière de développement.

Bien que leurs besoins de développement requièrent une attention particulière, ces pays ne sont pas de simples victimes passives ou bénéficiaires de l'aide. Au cours de la dernière décennie, ils sont devenus des interlocuteurs de plus en plus présents sur la scène mondiale, se réunissant dans des forums internationaux pour appeler les pays à passer par leurs propres moyens de la fragilité à la résilience. Ils ont joué un rôle important dans l'élaboration du cadre actuel du développement, y compris le Programme 2030. Et ils ont progressivement découvert que le point commun à leur situation reposait sur un important potentiel de coopération : confrontés ou ayant fait face à des défis de même nature, les pays touchés par les conflits et la fragilité peuvent partager des enseignements tirés de leurs expériences et se soutenir mutuellement, en restant motivés par la solidarité et la non-conditionnalité, de manières innovantes et adaptées aux besoins

et aux circonstances de chacun.

La coopération Fragile-Fragile (ou F2F) est le soutien que les pays en situation de conflit ou en sortie de crise s'apportent mutuellement, notamment par l'apprentissage mutuel, le renforcement des capacités, l'aide financière et le transfert des connaissances. Il a été officiellement lancé en tant que concept et en tant que programme phare du groupe des pays du g7+ touchés par la fragilité et les conflits, en 2013. Toutefois, les origines de la coopération F2F sont plus lointaines. Celle-ci a été influencée par l'importance croissante de la coopération Sud-Sud en tant que complément à la coopération Nord-Sud au cours des dernières décennies, ainsi que, de manière décisive, par la coordination croissante entre les pays touchés par les conflits et la fragilité dans le contexte du g7+.

Le g7+ et la coopération Fragile-Fragile

Le g7+ a été créé en 2010 en tant qu'organisation intergouvernementale de pays touchés par les conflits et la fragilité. Sa réunion inaugurale a eu lieu en 2010 à Dili, au Timor-Leste, et a conduit à la création du siège permanent du Secrétariat du g7+ dans cette ville. La création du g7+ est née du besoin ressenti par un groupe de pays confrontés à un conflit ou en phase de transition vers la résilience de s'appuyer sur une plateforme intergouvernementale permettant de partager leurs expériences et de parler d'une seule voix dans les forums internationaux sur les questions de consolidation de la paix, de renforcement de l'État et d'efficacité de l'aide. Ceci a eu lieu dans le contexte de plusieurs initiatives historiques sur l'efficacité de l'aide et le renforcement de l'État depuis le début des années 2000, notamment la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide de 2005, les Principes pour l'engagement international dans les États fragiles et les situations précaires du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE de 2007, le Programme d'action d'Accra de 2008 et la création du Dialogue

Le g7+ : Composition et structure

Le g7+ est actuellement composé de 20 États : Afghanistan, Burundi, République centrafricaine, Comores, Côte d'Ivoire, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Haïti, Libéria, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Tchad, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Îles Salomon, Somalie, Soudan du Sud, Timor-Leste, Togo et Yémen. L'adhésion est volontaire, sous réserve de l'absence d'objection des membres existants.

L'organe de décision suprême du g7+ est le forum ministériel, qui se réunit au moins une fois par an. La présidence du Forum ministériel tourne entre les membres et est actuellement occupée par S.E. Momodu Lamin Kargbo, ministre des Finances et du Développement économique de la Sierra Leone.

Le Secrétariat du g7+, dont le siège se trouve à Dili, au Timor-Leste, fournit une assistance et un soutien au Forum ministériel ainsi qu'à son Président, et coordonne les activités des États membres. Le Conseil consultatif ou Conseil de personnalités éminentes, dispense des avis et des conseils au Forum ministériel et est composé de personnes disposant d'une expérience et de qualifications adéquates, nommées par le Forum ministériel.

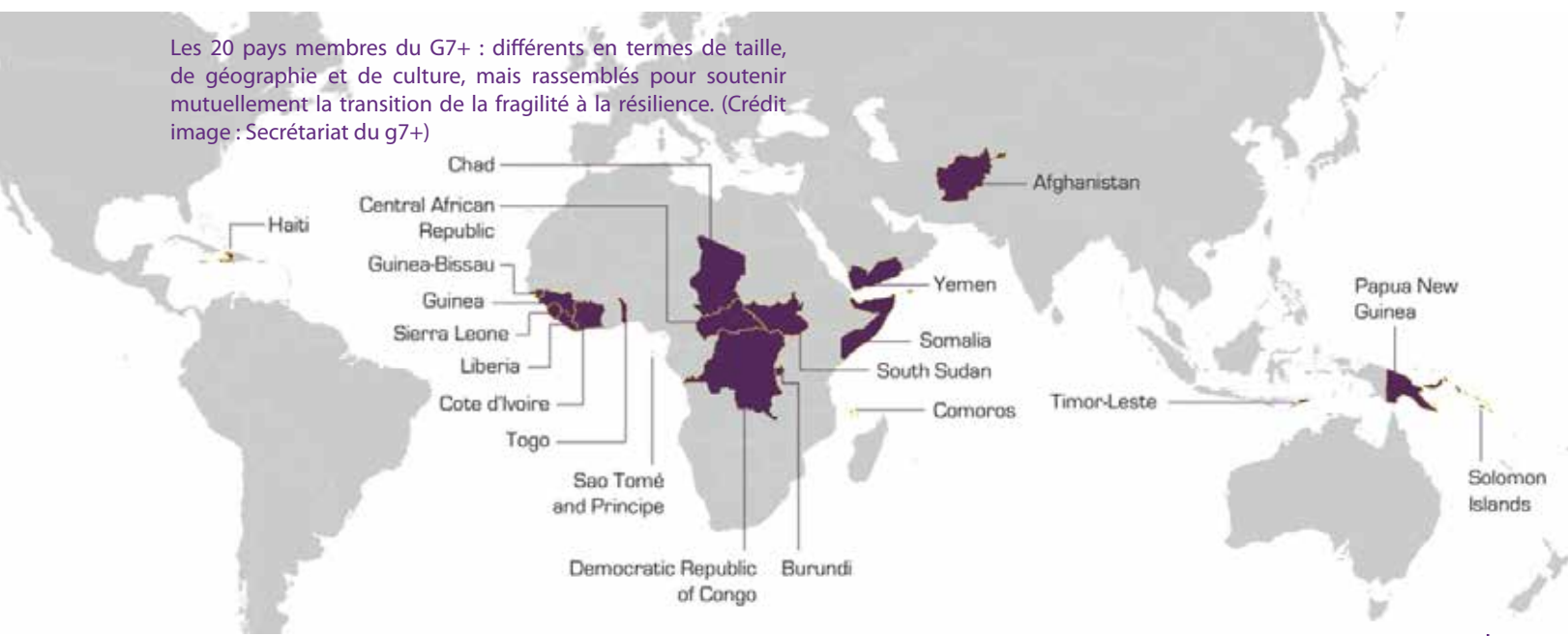
international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État, la même année.

La mission du g7+ est d'aider ses membres à assurer la transition vers la résilience en engageant des acteurs au niveau national et international, conformément à la devise « rien de ce qui nous concerne ne peut se faire sans nous », qui insiste sur les processus mis en place par les pays eux-mêmes pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État. Au fil des années, le g7+ a poursuivi cette mission à travers une série d'activités autour de quatre principaux piliers :

- i. Soutenir la mise en œuvre du New Deal pour l'engagement dans les États fragiles (voir l'encadré ci-dessous) au niveau national ;
- ii. Fonctionner comme un forum intergouvernemental et un point focal pour les discussions sur la paix et les questions liées aux conflits ;
- iii. Initier le lobbying et le plaidoyer mondial visant à réformer la politique et la pratique du développement ;
- iv. Coopérer entre et parmi ses États membres, en d'autres termes la coopération Fragile-Fragile.

Bien que la coopération F2F ne soit apparue comme un terme et un programme que quelques années après la création officielle du g7+, son contenu – l'apprentissage par les pairs et le soutien mutuel entre les pays du g7+ –

Les 20 pays membres du G7+ : différents en termes de taille, de géographie et de culture, mais rassemblés pour soutenir mutuellement la transition de la fragilité à la résilience. (Crédit image : Secrétariat du g7+)



Le New Deal pour l'engagement dans les États fragiles

Le New Deal pour l'engagement dans les États fragiles (New Deal) a été approuvé par plus de 40 pays et organisations lors du Quatrième forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide tenu à Busan, en République de Corée en 2011. Il a engagé ses signataires à améliorer la politique et la pratique du développement dans les situations de fragilité afin de mieux soutenir la consolidation de la paix et du renforcement de l'État. Le g7+ a joué un rôle clé dans l'avènement du New Deal et s'est engagé, depuis lors, à le mettre en œuvre au niveau des pays.

était présent dès le début. Elle a naturellement découlé du partage des expériences entre et parmi les dirigeants politiques et les représentants gouvernementaux de ces pays à chaque réunion successive. Les membres du g7+ se sont rendu compte que malgré leurs différences (par exemple en termes de taille, de population, de culture ou de géographie), ils partageaient des points communs importants qui permettaient d'apprendre des expériences et des trajectoires des uns et des autres. Ils comprennent mieux les difficultés de chacun, entre pays ayant fait face à des défis similaires. Les connaissances qu'ils ont acquises directement, bien que spécifiques au contexte, sont souvent particulièrement pertinentes pour les autres pays membres touchés par des situations similaires.

L'élargissement du champ de la coopération Fragile-Fragile

De cet échange original d'enseignements sous forme abstraite, la coopération F2F a évolué au fil du temps pour inclure diverses formes de soutien tangible et le partage d'expériences directes. Des experts et des fonctionnaires ayant une expérience préalable des différents aspects de la mise en œuvre du New Deal, tels que la réalisation d'évaluations de la fragilité, se sont rendus dans d'autres pays du g7+ pour les aider à effectuer le même travail. Des tables rondes de haut niveau et des exercices de génération de connaissances transnationaux ont été organisés sur des questions telles que la gestion des ressources naturelles ou les défis du secteur de la justice dans les pays touchés par des conflits.



S.E. Momodu Lamin Kargbo

« Nous ressentons des sentiments les uns pour les autres, nous connaissons nos problèmes, nous pouvons nous parler, nous nous comprenons, puisque nous vivons les mêmes expériences. »

S.E. Momodu Lamin Kargbo, ministre des Finances et du Développement économique de la Sierra Leone (2016-) et président du g7+ (2016-)

Puis, fin 2013 et 2014, alors que plusieurs pays membres étaient confrontés à des crises particulièrement aiguës, la solidarité du groupe g7+ s'est à nouveau manifestée et la coopération F2F en est venue à inclure un autre pilier : l'aide pour faire face aux crises aiguës et émergentes. Suite à un coup d'État qui a plongé la Guinée-Bissau dans l'instabilité en 2012 et débouché sur le revirement des donateurs traditionnels, une assistance financière et technique a été fournie pour permettre aux élections de se poursuivre en 2014.

Des missions de haut niveau ont été organisées en République centrafricaine et au Soudan du Sud pour promouvoir la paix et la réconciliation, en réponse à l'intensification du conflit dans ces deux pays. Et alors que l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest devenait une urgence internationale majeure avec son épicerie dans trois pays membres du g7+ (Guinée, Libéria et Sierra Leone), le Timor-Leste a donné 2 millions de dollars au g7+ pour renforcer les systèmes nationaux dans ces pays, manifestant de cette manière la solidarité du groupe tout en confirmant le principe du renforcement de l'État qui privilégie l'utilisation des systèmes nationaux.

Au fil du temps, le concept de coopération F2F a ainsi évolué et fusionné autour de quatre domaines principaux :

1. La mise en œuvre du New Deal ;
2. L'apprentissage mutuel et le partage des connaissances ;
3. Le recours au dialogue et à la réconciliation ;
4. La mobilisation d'un soutien pour faire face aux crises aiguës et émergentes.

En fin de compte, il n'existe néanmoins aucune limite inhérente aux formes que la coopération F2F peut prendre ni aux circonstances dans lesquelles elle peut être utilisée. Qu'il s'agisse de tables rondes, de voyages d'étude, d'un soutien financier, d'initiatives de renforcement des capacités, d'exercices communs de génération de connaissances ou de missions de haut niveau visant à promouvoir la paix et la réconciliation, ses principales caractéristiques sont la présence d'acteurs impliqués et le recours à des principes directeurs..

« Les pays touchés par les conflits et la fragilité accusent un retard, nous devons donc être capables de nous responsabiliser, de promouvoir l'échange d'informations et l'apprentissage entre pairs. »

Dr Helder da Costa, Secrétaire général du g7+ (2010 -)

Dr. Helder da Costa



Les principes et les objectifs de la coopération Fragile-Fragile

Les principes clés de la coopération F2F sont le volontarisme, la coopération et la solidarité. Autrement dit, la coopération F2F repose sur l'assistance volontaire des pays participants selon leurs capacités et leurs besoins; c'est une relation sur un pied d'égalité, visant à travailler ensemble pour la fin de la transition vers la résilience; celle-ci est nourrie par l'empathie et la communauté d'intérêts.

Depuis sa création, la coopération F2F n'est soumise à aucune condition et demeure indépendante face aux intérêts particuliers, qu'ils soient politiques ou économiques.

Elle s'abstient également de favoriser ou de promouvoir une idéologie ou une approche spécifique du développement, ou des solutions universelles. Au contraire, elle met l'accent sur la spécificité du contexte et l'appropriation nationale, et croit en l'appui de l'évolution organique des ripostes locales pour relever les défis locaux. Alors que le discours dominant sur plusieurs de ces pays a souvent souligné «l'échec» de la société et de l'État, le g7+ se concentre plutôt sur le potentiel de paix et de résilience que chaque société maintient, même si elle connaît des conflits depuis de nombreuses années. La coopération F2F consiste à exploiter ce potentiel et à le nourrir. Tout ceci constitue une application pratique des principes que les pays du g7+

«Portés par le principe de solidarité, les membres du g7+ prouvent que l'assistance peut provenir de nombreuses sources, même des États dits fragiles. Nous comprenons les combats de chacun mieux que quiconque. Et nous nous soutenons mutuellement entre personnes de confiance.»

S.E. Kay Rala Xanana Gusmão, personnalité éminente (2010-)

S.E. Kay Rala Xanana Gusmão



voudraient voir appliqués dans la coopération au développement.

Le principal objectif de la coopération F2F est d'aider les pays à progresser vers la paix, la résilience et le développement en leur apportant un soutien mutuel. Cela encourage l'autonomie collective au sein du groupe des pays touchés par les conflits et la fragilité, dont les connaissances, l'expérience et les ressources sont souvent potentiellement plus utiles les uns aux autres que ce qui est généralement reconnu. Dans le même temps, la coopération F2F sert également à promouvoir et à consolider une vision partagée au sein du groupe des pays du g7+ d'un monde meilleur et plus sûr pour tous. Elle constitue un cadre pour canaliser le soutien des partenaires au développement, chaque fois que des partenariats de la coopération F2F sont soutenus par des pays ou des organisations de pays tiers dans le cadre d'accords de coopération triangulaire. Enfin, elle oriente le lobbying mondial et le travail de plaidoyer du g7+ et contribue aux réformes du système de développement mondial, en particulier dans les domaines de l'aide au développement, de la réconciliation et du renforcement de l'État.

Coopération Fragile-Fragile, Sud-Sud et Nord-Sud : alignement et complémentarité

Il existe un très haut degré d'alignement entre les principes et l'histoire de la coopération Sud-Sud et de la coopération F2F. Après une lecture attentive, c'est ce qui ressort clairement du document final de Nairobi de la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud de 2009 :

- Comme la coopération F2F, la coopération Sud-Sud se caractérise par « une manifestation de solidarité entre les peuples et les pays (...) qui contribue à leur bien-être national, à leur autonomie nationale et collective et à la réalisation des objectifs de développement internationalement convenus »;

- La coopération F2F et Sud-Sud-est guidée par « les principes de la souveraineté nationale, de l'appropriation et de l'indépendance nationales, de l'égalité, de la non-conditionnalité, de la non-ingérence dans les affaires intérieures et des avantages mutuels »;
- Comme la coopération F2F, « la coopération Sud-Sud prend des formes différentes et évolutives, y compris le partage des connaissances et des expériences, la formation, le transfert de technologie, la coopération financière et monétaire et les contributions en nature ».

Cet alignement n'est pas une coïncidence. L'émergence de la coopération Sud-Sud en tant que complément de la coopération Nord-Sud au cours des dernières décennies a été motivée par la reconnaissance de la valeur spécifique de la capacité, des connaissances et des ressources du Sud. Cette reconnaissance s'applique également et a été appliquée aux pays touchés par les conflits et la fragilité. Les pays du g7+ font partie du Sud et le programme F2F s'inspire du modèle de coopération Sud-Sud. Le principal facteur distinctif est que la coopération F2F reconnaît et affirme la valeur ajoutée spécifique de la coopération entre et parmi les pays affectés par la fragilité et les conflits sur la base de leurs trajectoires et de leurs aspirations partagées.

Autrement dit, la coopération F2F peut tirer bon nombre d'enseignements de l'expérience de la coopération Sud-Sud, notamment sur les aspects suivants :

- Concevoir et gérer des initiatives de renforcement des capacités et d'échange de connaissances ;
- Mobiliser l'appui des pays développés et/ou des organisations multilatérales dans le cadre d'initiatives de coopération triangulaire ;
- Exploiter les possibilités de connectivité mondiale en pleine expansion pour renforcer la coopération.



S.E. Virginie Baikoua

À son tour, la coopération F2F a ses propres enseignements à partager avec le monde de la coopération mondiale pour le développement. Ceux-ci concernent en particulier l'importance des approches de développement dirigées par les pays eux-mêmes pour la consolidation

de la paix et le renforcement de l'État. Ce n'est qu'en alimentant l'État et les institutions de chaque pays – et non en les contournant ou en les remplaçant – que la résilience et le développement peuvent être durablement poursuivis.

La coopération F2F ne prétend en aucun cas remplacer la coopération Nord-Sud ou Sud-Sud. Les initiatives de coopération Nord-Sud, Sud-Sud et Fragile-Fragile peuvent coexister et se renforcer mutuellement dans des contextes de conflit et de fragilité, et être coordonnées de manière à maximiser la complémentarité, éviter les redondances et l'inefficacité et renforcer les institutions locales.

«C'est une très bonne chose de rassembler toutes les personnes qui ont vécu des expériences similaires et qui ne veulent pas qu'elles se reproduisent, et par conséquent, travaillent ensemble pour un avenir meilleur. Maintenant, nous devons continuer à faire en sorte que de nombreuses personnes adhèrent à ce concept afin que l'idée d'un monde meilleur puisse être concrétisée.»

S.E. Virginie Baikoua, ministre des Affaires sociales et de la Réconciliation nationale de la République centrafricaine (2016-)



Chapitre II : La coopération Fragile-Fragile dans la pratique

La coopération Fragile-Fragile dans la pratique

Depuis le début de la coopération Fragile-Fragile en tant que concept et programme g7+, les initiatives F2F se sont multipliées et étendues, dans des domaines tels que la paix et la réconciliation, la génération des connaissances et la gestion de crises aiguës. Ces initiatives ont impliqué divers pays confrontés ou ayant été confrontés à un conflit ou à une crise, de l'Afghanistan au Timor-Leste en passant par la Guinée-Bissau le Soudan du Sud. Cette section présente quelques-unes de ces initiatives.

Soutenir le processus démocratique en Guinée-Bissau

Depuis son indépendance en 1974, la Guinée-Bissau a connu des conflits et des bouleversements politiques à plusieurs reprises. En avril 2012, un coup d'État des membres des forces armées a renversé le président et le Premier ministre et a conduit à

Quand : Octobre 2013 à mai 2014

Lieu : Guinée-Bissau

Le but : Un soutien financier d'un montant de 6 millions de dollars et une assistance technique du gouvernement du Timor-Leste à l'organisation d'élections législatives et présidentielles.

Pourquoi est-ce remarquable : Au moment de la démobilisation des donateurs parmi les partenaires au développement traditionnels, le gouvernement du Timor-Leste a participé à l'organisation d'une élection pacifique et aboutie pour une fraction du coût initial estimé.



(En partant de la gauche :) S.E. Jöran Bjällerstedt, ambassadeur itinérant pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État, Suède S.E. Kay Rala Xanana Gusmão, personnalité éminente du g7+; et S.E. Virginie Baikoua, ministre des Affaires sociales et de la Réconciliation nationale, République centrafricaine, lors d'une mission F2F en République centrafricaine. (Crédit image : Secrétariat du g7+)

la formation d'un gouvernement de transition dont la légitimité a été contestée au niveau national et international. Après plus d'un an, la tenue de nouvelles élections était une condition pour ramener le pays à l'ordre constitutionnel. Cependant, le coût estimé (jusqu'à 40 millions de dollars) était prohibitif, surtout dans un contexte de démobilisation des donateurs et de sanctions internationales. Les partenaires traditionnels au développement de la Guinée-Bissau ont insisté pour que les élections aient lieu avant la fin de 2013, mais ils n'étaient pas disposés à fournir les fonds nécessaires.

Dans ce contexte, une délégation officielle de la Guinée-Bissau s'est rendue au Timor-Leste en septembre 2013 pour rencontrer des dirigeants politiques timorais et les responsables de différents ministères. Parmi eux figurait le ministère de l'Administration nationale, avec lequel la délégation de la Guinée-Bissau a discuté de l'expérience du Timor-Leste en matière d'organisation d'élections. Il est devenu évident qu'avec l'aide du Timor-Leste, la Guinée-Bissau pourrait être

en mesure de tenir ses propres élections pour un montant inférieur à celui qui avait déjà été estimé. Une demande officielle d'assistance du gouvernement de transition de la Guinée-Bissau est parvenue au gouvernement du Timor-Leste, après quoi ce dernier a entamé le processus d'établissement d'une mission de soutien au processus électoral dans ce pays.

Le mandat de la mission d'appui était de fournir un soutien technique à l'organisation d'élections libres et équitables en Guinée-Bissau afin de ramener le pays à la légalité constitutionnelle. La première étape était constituée d'une mission exploratoire dirigée par le Secrétaire d'État à la Décentralisation administrative du Timor-Leste, S.E. Tomas Cabral, qui a confirmé la nécessité de mettre à jour le registre électoral. La mission a estimé elle-même un montant de 6 millions de dollars, soit un montant bien inférieur aux estimations initiales établies par des experts internationaux – mais qui, au final, permettrait d'organiser les élections. Quelques semaines plus tard, une délégation conjointe du g7+ et



du Timor-Leste, qui comprenait la personnalité éminente du g7+, alors Premier ministre du Timor-Leste, S.E. Kay Rala Xanana Gusmão, accompagné de l'ancien Premier ministre, S.E. Mari Alkatiri, a visité la Guinée-Bissau, rencontré les autorités politiques et militaires du pays et réitéré l'engagement politique visant à soutenir la tenue des élections début 2014.

L'équipe du bureau de soutien de 17 personnes est arrivée à Bissau au début du mois d'octobre 2013 et a été suivie d'un avion-cargo spécialement affrété avec du matériel et de l'équipement pour soutenir le processus d'inscription, notamment des serveurs informatiques, des ordinateurs et des kits d'enregistrement. Au cours des

«Le soutien apporté par nos frères du Timor-Leste a véritablement changé la donne. Ils connaissaient bien le processus et ont résolu les problèmes qui se sont posés à plusieurs reprises lors du recensement électoral. Le gouvernement et le peuple de Guinée-Bissau sont reconnaissants au peuple et au gouvernement timorais pour leur solidarité et leur aide apportée au processus électoral, qui a débuté en décembre 2013 et s'est achevé avec succès.»

S.E. Rui Duarte Barros, Premier ministre du gouvernement de transition de la Guinée-Bissau (2012-2014)

semaines suivantes, la mission d'appui a aidé la Commission électorale nationale de Guinée-Bissau à former 12 000 responsables électoraux et facilitateurs, à la suite de quoi le processus d'inscription des électeurs a été déployé dans tout le pays et à la diaspora pendant neuf semaines.

La mission de soutien a été formellement prolongée pour une deuxième phase en février 2014 durant deux mois. Cette phase comprenait la tenue de campagnes d'éducation civique pour encourager les citoyens à s'inscrire et à voter; la poursuite du soutien informatique et logistique à la commission électorale; l'organisation de débats publics entre les candidats; l'apport d'une aide financière pour couvrir les frais de l'administration électorale; et le don de deux camionnettes aux forces de défense et de sécurité de la Guinée-Bissau afin de contribuer au maintien de l'ordre public pendant les élections.

Les élections législatives et présidentielles ont eu lieu le 13 avril 2014 dans 2 839 bureaux de vote dans tout le pays. Le second tour de l'élection présidentielle s'est tenu le 18 mai 2014. La mission de soutien a aidé les autorités

nationales à surveiller le vote et à publier les résultats. Dans les deux cas, le vote s'est déroulé pacifiquement et sans incident. Le nouveau président et le nouveau gouvernement ont



S.E. Tomas Cabral, chef de la mission de soutien du Timor-Leste (à droite), reçoit l'Ordre du mérite, de la coopération et du développement du Premier ministre du gouvernement de transition de Guinée-Bissau, S.E. Rui Duarte Barros (à gauche), en reconnaissance du soutien apporté au processus électoral en Guinée-Bissau. (Crédit image : ministère de l'Administration nationale du Timor-Leste)

pris leurs fonctions quelques semaines plus tard, rétablissant la normalité constitutionnelle et inaugurant une nouvelle phase pour le pays qui verrait l'amélioration des relations entre les autorités nationales et la communauté internationale, y compris à travers un apport financier d'un milliard d'euros lors d'une table ronde des donateurs à Bruxelles en mars 2015.

En reconnaissance de l'appui essentiel fourni par le gouvernement timorais, le gouvernement de la Guinée-Bissau a décerné au chef de la mission d'appui, S.E. Tomas Cabral, son Ordre du mérite, de la coopération et du développement. De même, tous les membres du bureau de soutien ont reçu un certificat de mérite et d'appréciation du président de transition de Guinée-Bissau, S.E. Serifo Nhamadjo, et du représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en Guinée-Bissau, le Dr José Ramos-Horta.

Promouvoir la réconciliation en République centrafricaine

La République centrafricaine est l'un des membres fondateurs du g7+ et l'un des premiers pays à orchestrer la mise en œuvre du New Deal. Cependant, elle est en conflit depuis 2012 et est considérée par certains observateurs comme un orphelin de l'aide, dans le sens où elle est oubliée ou négligée par les donateurs bilatéraux et multilatéraux.

En 2014, préoccupé par l'escalade du conflit, le g7+ a organisé une réunion à Dubaï entre une délégation de la République centrafricaine, la présidence et le secrétariat du g7+ et les points focaux de plusieurs pays du g7+. La délégation de la République centrafricaine était composée de responsables du gouvernement, de responsables religieux et locaux et de représentants de la société civile. L'objectif de la réunion était de mieux comprendre la situation en République centrafricaine et de discuter des moyens pour les autres pays du g7+ d'aider le pays et d'exprimer leur solidarité.

Cette réunion initiale a ouvert la voie à la première visite de haut niveau d'une délégation



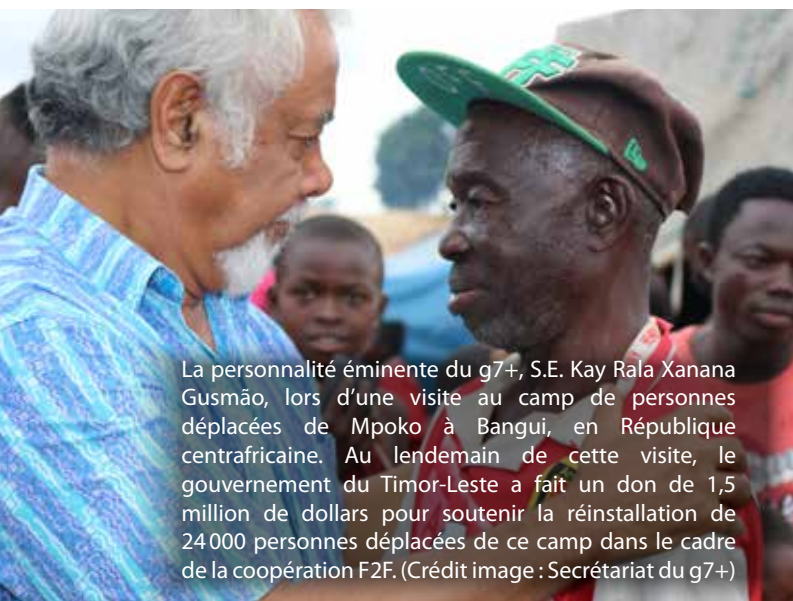
S.E. Virginie Baikoua, ministre des Affaires sociales et de la Réconciliation nationale, République centrafricaine, lors d'une visite à un foyer d'accueil à Ermera, au Timor-Leste. La ministre Baikoua s'est rendue au Timor-Leste dans le cadre du programme de coopération F2F pour se familiariser avec la politique sociale de ce pays et son expérience dans la réinstallation des personnes déplacées après la crise de 2006. (Crédit image : Secrétariat du g7+)

Quand : 2014 à 2016

Lieu : République centrafricaine

Le but : Trois visites de haut niveau des délégations du g7+ pour promouvoir la paix et la réconciliation. Une aide financière d'un montant de 2,5 millions de dollars pour soutenir les élections présidentielles de 2015 et 2016 et faciliter la réinstallation de 24 000 personnes déplacées.

Pourquoi est-ce remarquable : Cette initiative a démontré que des « champions de la paix » d'autres pays du g7+ peuvent apporter un message trouvant un écho chez les protagonistes d'un conflit. Le don du gouvernement du Timor-Leste était une expression de solidarité à peine dix ans après la crise des personnes déplacées que ce pays a connue.



La personnalité éminente du g7+, S.E. Kay Rala Xanana Gusmão, lors d'une visite au camp de personnes déplacées de Mpoko à Bangui, en République centrafricaine. Au lendemain de cette visite, le gouvernement du Timor-Leste a fait un don de 1,5 million de dollars pour soutenir la réinstallation de 24 000 personnes déplacées de ce camp dans le cadre de la coopération F2F. (Crédit image : Secrétariat du g7+)

du g7+ en République centrafricaine, dirigée par la personnalité éminente du g7+, S.E. Kay Rala Xanana Gusmão, en février 2015. La mission a eu lieu à la suite d'une invitation officielle du Premier ministre de transition, S.E. Mahamat Kamoun pour rencontrer les membres du gouvernement de transition, les dirigeants de groupes armés (anti-Balaka et ex-Séléka), les parlementaires et les chefs religieux, dans le but de transmettre un message de paix et d'envisager divers moyens de promouvoir la réconciliation.

Le succès rencontré par S.E. Kay Rala Xanana Gusmão au moment de faire passer son message aux différentes parties en s'appuyant sur sa propre expérience en tant que chef de file de l'indépendance et promoteur de la réconciliation dans son propre pays a montré le potentiel des champions de la paix du g7+ à contribuer positivement à la réconciliation dans d'autres contextes fragiles et situations de conflit. Compte tenu de l'impact des réunions, la visite a finalement été prolongée à quatre jours pour que S.E. Kay Rala Xanana

Gusmão puisse accepter une invitation du Parlement de transition, appelé le Conseil national de transition, à prendre la parole au cours de la session plénière le 3 mars 2015. Dans ce discours, S.E. Kay Rala Xanana Gusmão a rappelé l'expérience du Timor-Leste concernant la promotion de la réconciliation à l'extérieur de l'Indonésie et à l'intérieur avec des milices pro-indonésiennes, et la médiation des futures rencontres entre les anti-Balaka et ex-Séléka.

À la suite de cette visite de haut niveau, le g7+ est resté engagé dans le processus de paix et de réconciliation en République centrafricaine. En mai 2015, une délégation conduite par le secrétaire général adjoint du g7+, M. Habib Mayar, a assisté au Forum national de Bangui sur la réconciliation nationale et prononcé un



S.E. Catherine Samba-Panza

« Nous devons continuer à nous entraider, nous devons continuer à nous soutenir mutuellement, tout comme le g7+ a soutenu la République centrafricaine quand mon pays en avait le plus besoin. »

S.E. Catherine Samba-Panza, Présidente par intérim de la République centrafricaine (2014-2016)

discours au nom de la personnalité éminente du g7+. Quelques mois plus tard, le Secrétariat a facilité l'octroi d'une aide financière d'un million de dollars du gouvernement du Timor-Leste au gouvernement de la République centrafricaine, destinée à l'organisation des élections générales et présidentielles qui ont eu lieu fin 2015 et début 2016.

Lors d'une troisième visite de haut niveau en septembre 2016, destinée à évaluer les progrès accomplis depuis le Forum national de Bangui, la délégation du g7+ a de nouveau rencontré des responsables politiques, religieux et militaires, mais a également visité un camp de personnes déplacées près de l'aéroport de Bangui et a discuté de la situation avec les notables de la communauté. Touchés par la souffrance humaine et le souvenir de leur propre crise de déplacement interne dix ans plus tôt, les membres du gouvernement du Timor-Leste qui faisaient partie de la délégation du g7+ ont promis 1,5 million de dollars supplémentaires pour soutenir la réinstallation de ces personnes. Cet engagement a ensuite été ratifié par le Conseil

des ministres du Timor-Leste. Les fonds ont été transférés par l'intermédiaire du Secrétariat du g7+ au gouvernement de la République centrafricaine et, quelques mois plus tard, les 24000 personnes ont été réinstallées avec succès. Le g7+ est resté impliqué en tant que défenseur actif au nom de la République centrafricaine sur la scène mondiale depuis lors. Des efforts ont été entrepris pour mobiliser un

Période : 2013 à 2014

Lieu : Au sein du g7+

Le but : La préparation et la publication d'une brochure qui compile les enseignements tirés en matière de gestion des ressources naturelles des pays du g7+

Pourquoi est-ce remarquable : Cela démontre la richesse des connaissances que les pays du g7+ possèdent sur des domaines clés et la pertinence de ces connaissances au sein du groupe.

« Le g7+ a été la toute première organisation intergouvernementale à s'intéresser à la crise en République centrafricaine. »

S.E. Florence Limbio, ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération de la République centrafricaine (2014-2016)

S.E. Florence Limbio



soutien international en faveur du pays lors de la Conférence de Bruxelles pour la République centrafricaine, qui a eu lieu en novembre 2016.

Génération de connaissances sur la gestion des ressources naturelles

Alors que les pays du g7+ sont confrontés à des problèmes de conflits et de pauvreté, la plupart sont également dotés de vastes ressources naturelles de grande valeur économique et stratégique pour l'économie mondiale. En étant développées et gérées de manière appropriée, ces ressources peuvent apporter une contribution majeure au financement des services publics et stimuler le développement économique. Cependant, nous savons que les industries extractives posent des problèmes à différents niveaux (économique, social, politique et environnemental) et qu'éviter la «malédiction des ressources naturelles» est une entreprise difficile pour la plupart de ces pays. Heureusement, ils ne sont pas seuls et peuvent apprendre des expériences de chacun.

Telle était l'intention qui sous-tendait la décision du Forum ministériel du g7+ lors de sa réunion de novembre 2012 à Port-au-Prince, à Haïti, consistant à mener une enquête sur la gestion des ressources naturelles dans les pays du g7+ afin de codifier et consolider les connaissances existantes et de favoriser l'apprentissage mutuel. L'enquête a été réalisée en 2013 dans le cadre d'une collaboration entre le Secrétariat du g7+, l'Institut de développement d'outre-mer et deux consultants indépendants. L'enquête s'est appuyée sur des entretiens avec des représentants du gouvernement, de la société civile et des représentants d'organisations multilatérales de divers pays du g7+, en plus de

l'analyse approfondie des sources secondaires. Des versions provisoires ont été débattues lors des réunions techniques du g7+, tenues à Addis-Abeba en juillet 2013 et à Kinshasa en novembre 2013, tandis que le rapport final a été publié sous forme de brochure lors de la réunion ministérielle du g7+ de mai 2014 à Lomé au Togo.

La brochure contient 18 profils de pays et un résumé des nouveaux enseignements, des défis communs et des opportunités. Elle conclut que les industries extractives mal gérées ont entraîné des litiges et alimenté les conflits, mais souligne également que les parties externes, y compris les sociétés étrangères, ont souvent accentué la mauvaise gestion des ressources naturelles de différentes manières. Séparer le lien entre l'extraction des ressources et les conflits nécessite une meilleure identification des risques, un meilleur suivi et des mesures de sauvegarde telles que des accords de partage des richesses, des fonds souverains et des efforts pour une meilleure transparence.



S.E. Kaifala Marah

« De nombreux problèmes et enseignements sont communs aux États fragiles, ce qui souligne le rôle que le partage de l'information et l'apprentissage par les pairs peut jouer pour aider les pays à progresser et à s'approprier davantage le potentiel de leurs ressources naturelles. »

S.E. Momodu Lamin Kargbo, ministre des Finances et du Développement économique de la Sierra Leone. (2012) et président du g7+ (2014)

À l'avenir, le Secrétariat du g7+ prévoit d'organiser d'autres événements d'apprentissage par les pairs et des voyages d'étude sur ce thème, impliquant potentiellement des acteurs multilatéraux, tels que le Programme des Nations Unies pour l'environnement, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Il est également prévu de publier une édition révisée et élargie de la brochure, avec des informations détaillées actualisées sur chacun des pays membres du g7+.

Lutte contre la crise provoquée par le virus Ebola en Afrique de l'Ouest

L'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest a débuté en Guinée en décembre 2013 et s'est rapidement propagée dans les pays voisins. Une urgence de santé publique de portée internationale a été déclarée mi-2014. Le virus a finalement infecté près de 30 000 individus, tuant plus de 11 000 personnes. Alors que dix pays au total étaient touchés, la crise était surtout concentrée dans trois États membres du g7+ : la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone. L'épidémie a eu des répercussions considérables sur la transition vers l'état de résilience dans ces pays et a eu un impact particulièrement grave sur leurs systèmes de santé, qui luttait pour répondre aux besoins de santé publique avant même la crise. Conscients que le caractère international de l'urgence exigeait une réponse coordonnée, les trois gouvernements ont élaboré leurs plans d'intervention et de relèvement contre le virus Ebola à travers l'Union du fleuve Mano, une organisation sous-régionale de coopération qui comprend aussi la Côte d'Ivoire. Toutefois, un soutien international plus important, dont le besoin était urgent, ne se matérialisait pas assez rapidement.

Période : 2014

Lieu : Guinée, Libéria et Sierra Leone

Le but : Riposte coordonnée face à la situation urgente vécue en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone. Don du Gouvernement du Timor-Leste d'un montant de 2 millions de dollars. Campagnes mondiales de mobilisation des autres pays membres du g7+.

Pourquoi est-ce remarquable : La Guinée, le Libéria et la Sierra Leone ont rapidement organisé une riposte coordonnée face à une situation d'urgence internationale. La contribution du Timor-Leste a témoigné de la solidarité du g7+ en cette période critique et a été acheminée à travers les systèmes nationaux de ces trois pays.



S.E. Amara Kone

« Pendant l'épidémie d'Ebola, nous avons reçu le soutien des pays membres du g7+ pour nous aider à faire face à la crise. L'argent a été acheminé à travers nos systèmes nationaux, notre budget, pour répondre aux problèmes auxquels nous étions confrontés à cette période s'agissant de notre riposte à la crise. »

S.E. Amara Konneh, ministre des Finances et de la Planification du développement du Libéria (2012-2016)

Dans ces circonstances, en septembre 2014, le gouvernement du Timor-Leste a promis un don de deux millions de dollars pour aider les trois pays à faire face à la crise, comme complément important à d'autres efforts internationaux. Le don servait à payer les fournitures médicales, l'équipement médical pour les cliniques et les hôpitaux, la nourriture pour les maisons mises en quarantaine, l'équipement de protection, le paiement des médecins et des infirmières, et la formation. Il est important de souligner que les fonds ont été entièrement acheminés par les systèmes nationaux des pays en question afin de contribuer à les renforcer en période de crise aiguë. Cette démarche constituait une application pratique du principe essentiel du New Deal, à savoir l'utilisation des systèmes nationaux dans l'apport de l'aide extérieure. En outre, tous les autres pays membres du g7+ ont participé aux activités de plaidoyer internationales visant à sensibiliser la communauté mondiale et à obtenir son soutien.

Initiatives d'apprentissage par les pairs

L'apprentissage par les pairs est un pilier central de la coopération F2F depuis la création du g7+. Il repose sur la reconnaissance de la valeur des connaissances et de l'expérience des pays du g7+ pour les pays confrontés à des défis similaires concernant la transition vers la résilience. Le programme F2F du g7+ a vu la mise en œuvre de diverses modalités

Période : Depuis 2010

Lieu : Au sein du g7+

Le but : Tables rondes, voyages d'études, rapports et notes d'apprentissage par les pairs

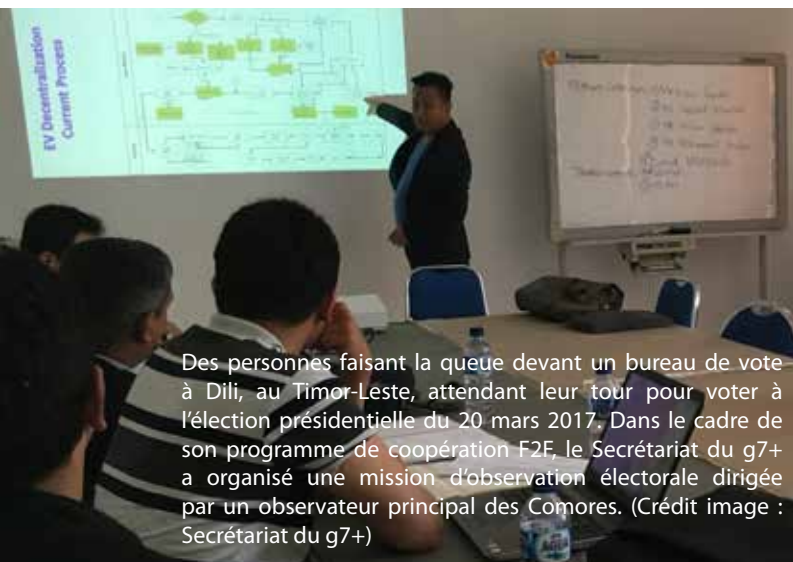
Pourquoi est-ce remarquable : Les pays en crise ou en transition vers la résilience possèdent des connaissances d'une grande importance pour d'autres pays dans des situations similaires.

d'apprentissage par les pairs, y compris des tables rondes, des voyages d'études et l'élaboration et la diffusion de notes d'apprentissage par les pairs.

L'accès à la justice est l'un des domaines dans lesquels les pays touchés par les conflits et la fragilité ont davantage à apprendre les uns des autres. La justice est une aspiration humaine universelle, mais son application doit être basée sur le contexte. Dans les pays qui se remettent d'un conflit, il existe souvent des tensions et des complémentarités entre la justice réparatrice et rétributive, et entre les systèmes de justice formels et traditionnels. L'échange d'expériences sur la manière de relever les défis concernant l'accès à la justice pour tous a fait l'objet de deux tables rondes de haut niveau du g7+, à Monrovia en 2014 et au bureau européen du g7+ à Lisbonne en 2017.



Réunion technique du g7+ sur l'accès à la justice à Lisbonne, au Portugal, en juillet 2017. Les ministres et les points focaux des pays membres du g7+ ont échangé leurs points de vue et expériences sur les défis concernant la garantie de l'accès à la justice pour tous dans les situations fragiles et conflictuelles. (Crédit image : Secrétariat du g7+)



Des personnes faisant la queue devant un bureau de vote à Dili, au Timor-Leste, attendant leur tour pour voter à l'élection présidentielle du 20 mars 2017. Dans le cadre de son programme de coopération F2F, le Secrétariat du g7+ a organisé une mission d'observation électorale dirigée par un observateur principal des Comores. (Crédit image : Secrétariat du g7+)

Ces tables rondes ont réuni des ministres de la Justice de différents pays du g7+ pour discuter des moyens de résoudre les problèmes de capacité, et les défis financiers, informatiques et autres qui affectent le secteur de la justice dans les pays fragiles et de la manière d'utiliser au mieux l'aide internationale. Afin de soutenir l'appel du g7+ pour une assistance internationale contextuelle au secteur de la justice, les participants à cette dernière table ronde ont également convenu d'entreprendre, dans un futur proche, un processus de modélisation des enseignements du g7+ dans le domaine de l'accès à la justice.

La gestion des finances publiques est un autre domaine majeur de l'apprentissage par les pairs. L'établissement de solides systèmes de gestion des finances publiques est essentiel pour garantir l'efficacité, la responsabilité et la confiance mutuelle entre les pays du g7+ et les partenaires au développement. Alors que les pays du g7+ ont réalisé des progrès significatifs dans ce domaine au cours des dernières années, il y a toujours matière à

amélioration en fonction de l'expérience et des connaissances de chacun. Lorsque le gouvernement afghan a pris connaissance de l'expérience probante du Timor-Leste en matière de création et d'utilisation d'un logiciel de gestion des finances publiques, les deux gouvernements, avec l'aide du Secrétariat du g7+, ont organisé un voyage d'études à Dili avec une équipe afghane, au cours duquel les fonctionnaires du ministère des Finances des deux pays ont collaboré pour envisager la mise en œuvre contextuelle de cette solution informatique. En outre, un rapport sur la mise en œuvre des réformes dans le domaine de la gestion des finances publiques en Afghanistan et au Timor-Leste a été établi.

Plus récemment, le g7+ a étendu son programme d'apprentissage par les pairs pour inclure la gestion des transitions des processus de paix. Plusieurs pays membres, notamment la Côte d'Ivoire, les Îles Salomon, la Sierra Leone et le Timor-Leste, ont connu au fil des ans l'élimination progressive des missions de maintien de la paix, ainsi que les défis politiques, sociaux, économiques et sécuritaires



S.E. Eklil Hakimi

« Je crois que nous pouvons apprendre par l'apprentissage entre pairs en utilisant la plateforme g7+ et en restant solidaires. Nous pouvons rendre la coopération au développement adaptée à l'objectif et au contexte. »

S.E. Eklil Hakimi, ministre des Finances de l'Afghanistan (2015-)

associés à ces transitions. Les enseignements tirés de cette expérience peuvent être particulièrement utiles à d'autres pays, à travers le g7+ et d'autres pays, qui disposent de leurs propres missions de maintien de la paix et connaîtront à un moment donné des transitions similaires. Afin de commencer le processus d'échange de ces enseignements, le g7+ a convié des ministres, des points focaux et des représentants de différents pays du g7+ à une table ronde à Lisbonne en octobre 2017, et un rapport est en cours de préparation pour consolider les perspectives des pays hôtes et diffuser ces informations.

Promouvoir la solidarité au Soudan du Sud

Après un conflit de plusieurs décennies, le Soudan du Sud est devenu un pays indépendant en 2011 et a rejoint le g7+ peu de temps après. Pour exprimer l'engagement du groupe à soutenir le nouvel État dans la tâche délicate qui l'attend, le g7+ a décidé de tenir sa première réunion ministérielle, juste un an après la réunion inaugurale, à Juba, au Soudan du Sud, en octobre 2011. Outre les débats et délibérations sur les questions stratégiques du g7+, cette réunion a permis aux plus de 40

Période : 2011 à 2013

Lieu : Soudan du Sud

Le but : Réunion ministérielle du g7+ tenue à Juba 100 jours après l'indépendance du pays. Don du gouvernement du Timor-Leste pour financer la construction d'une école primaire.

Pourquoi est-ce remarquable : En témoignage de la solidarité du g7+ au lendemain de l'indépendance, qui constitue une période critique pour le processus de paix et le renforcement de l'État.

délégués de 13 pays du g7+ de se familiariser avec les défis et les difficultés du Soudan du Sud.

À l'époque, une délégation ministérielle du Timor-Leste, qui présidait à l'époque le g7+, a tenu des réunions bilatérales supplémentaires et parcouru le pays, pour finalement atteindre le village reculé de Bor, dans l'État de Jonglei. En signe de solidarité, la délégation timoraise s'est engagée à faciliter la construction d'une nouvelle école primaire au village. Les fonds ont ensuite été transférés et, en 2013, le Premier ministre du Timor-Leste et personnalité



éminente du g7+, S.E. Kay Rala Xanana Gusmão, est retournée au Soudan du Sud pour la cérémonie d'inauguration de la nouvelle école, profitant de l'occasion pour prendre la parole lors d'une conférence d'investisseurs à Juba et rencontrer des vétérans de l'Armée populaire de libération du Soudan. Malheureusement, le Soudan du Sud est retombé dans le conflit peu de temps après et a connu de nombreux revers sur la voie d'une paix durable. Cependant, les autres membres du g7+ restent déterminés à soutenir les initiatives menées par les pays pour restaurer la paix dans ce pays, et le g7+ étudie des options pour faciliter le dialogue au Soudan du Sud en vue d'éviter de nouvelles souffrances.

Surveillance et observation des élections

Après l'expérience couronnée de succès du Timor-Leste en soutien des élections présidentielles et générales de 2014 en Guinée-Bissau, le Secrétariat du g7+ a développé un programme d'observation électorale dans le cadre duquel des observateurs de différents pays membres sont mobilisés pour surveiller et certifier la tenue d'élections libres et équitables dans d'autres pays membres du g7+. Cette démarche reflète la centralité de la « politique ouverte » en tant qu'objectif de consolidation de la paix et de renforcement de l'État, et se veut un complément et non un substitut aux missions d'observation électorale existantes d'autres organisations internationales.

Un essai a eu lieu lors des élections présidentielles du Timor-Leste du 20 mars

Période : Mars 2017

Lieu : Timor-Leste

Le but : Mission d'observation électorale du g7+ dirigée par un spécialiste des Comores

Pourquoi est-ce remarquable :

Démonstration de l'engagement des pays du g7+ à se soutenir mutuellement dans la poursuite du processus de paix et du renforcement de l'État.

2017, dans le cadre desquelles le Secrétariat du g7+ a organisé une mission d'observation électorale dirigée par M. Mohamed Farouk Ali des Comores, un autre pays membre du g7+. M. Farouk Ali, président de la Commission électorale et membre de la Commission d'éthique dans son pays d'origine, possède une vaste expérience en tant qu'observateur électorale international. La mission a surveillé le processus électorale avant et pendant le jour du scrutin, y compris le processus de vote dans deux districts différents. Les élections se sont déroulées pacifiquement et avec succès, et la mission d'observation électorale du g7+ a préparé un rapport détaillant ses conclusions et formulant des recommandations en vue d'améliorations futures. Suite à ce test concluant, le Secrétariat du g7+ prévoit de continuer à déployer son programme d'observation électorale dans d'autres pays membres.



Le Secrétariat du g7+ s'est engagé avec d'autres organisations multilatérales et des donateurs du Nord en vue d'explorer des pistes de coopération triangulaire impliquant la coopération F2F. Le défi à relever est d'assurer l'agilité et la réactivité de tous les acteurs. (Crédit image : Secrétariat du g7+)





Chapitre III

La coopération Fragile-Fragile et le programme mondial en faveur du développement et de la paix

La coopération Fragile-Fragile et le programme mondial en faveur du développement et de la paix

Les initiatives Fragile-Fragile décrites dans la section précédente ont eu de nombreux impacts concrets, mais l'importance de la coopération F2F dépasse le cadre de ces réalisations, et concerne aussi la manière dont les valeurs et les principes qu'elle affirme sont liés au programme mondial en faveur de la paix et du développement. Le paysage du développement mondial a connu d'importantes évolutions au cours des dernières années, avec l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et quelques changements pertinents sur la façon dont la paix est conceptualisée et soutenue. Le g7+ a été impliqué dans plusieurs de ces changements comme voix reconnue pour tous les pays touchés par les conflits et la fragilité. Dans ce contexte, la coopération F2F est une illustration pratique des principes que le g7+ a préconisés dans la coopération au développement, à savoir l'appropriation par les pays, le leadership national, la primauté de la consolidation de la paix et le renforcement de l'État. Dans une certaine mesure, elle a anticipé et aidé à mettre en place certains éléments de ces évolutions historiques, tels que le Programme de développement durable à l'horizon 2030, le Programme de paix durable et la nouvelle façon de travailler.

La coopération Fragile-Fragile et le programme 2030

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 est le plan d'action convenu au niveau mondial pour assurer une prospérité durable à tous. Avec ses 17 objectifs de développement durable (ODD), il a été adopté lors du Sommet des Nations Unies sur le développement durable de septembre 2015 et servira de principal cadre de référence pour les efforts et les initiatives mondiales pour le développement jusqu'en 2030.

Le groupe des pays du g7+ a joué un rôle très actif dans les débats qui ont précédé

l'adoption du Programme 2030, notamment par ses campagnes mondiales de mobilisation en faveur de l'inclusion d'un objectif sur la paix et la justice qui est finalement devenu l'ODD 16. Maintenant que le programme 2030 a été adopté, le g7+ est fortement engagé dans sa mise en œuvre. Des initiatives pour localiser les ODD sont déjà en cours dans les pays membres, et le g7+ s'est engagé à suivre conjointement les progrès en tant que groupe à travers les différentes dimensions des ODD.

Alors que les 17 objectifs de développement durable sont considérés comme inséparables et tout aussi importants, la paix, la justice et des institutions fortes (ODD 16) sont largement reconnues comme une condition du progrès dans les autres pays confrontés à des crises ou à des conflits. C'est la raison pour laquelle le programme de coopération F2F est axé sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État, même si des efforts sont également déployés pour répondre aux priorités liées aux autres ODD, comme aider à faire face à une urgence sanitaire (ODD 3) ou construire une école (ODD 4).

L'accent mis par la coopération F2F sur la consolidation de la paix, le renforcement de l'État et l'ODD 16 revêt à la fois une dimension « produit » et « processus ». La dimension « produit » concerne les initiatives et les activités entreprises et soutenues (processus de paix et de réconciliation, élections, apprentissage par les pairs sur la justice ou la gestion des finances publiques), qui sont principalement axées sur la réalisation et la consolidation de la paix, et le renforcement des capacités de l'État et des institutions du pays. La dimension « processus » concerne la manière dont l'apport de l'aide et la mise en œuvre de la coopération sont réalisées : en utilisant les systèmes des pays bénéficiaires et en cherchant à promouvoir des solutions dirigées par les pays eux-mêmes, considérées comme essentielles du point de vue de la consolidation de la paix.

Ne laisser personne de côté, comme le préconise le programme 2030, signifie également de ne laisser aucun pays pour compte, y compris les pays en situation de transition ou de crise. La coopération F2F n'est pas seulement conforme au Programme 2030 ; elle contribue de manière proactive à sa mise en œuvre.

Coopération Fragile-Fragile et programme de paix durable

Le programme de paix durable des Nations Unies est un autre élément du paysage du développement mondial avec lequel la coopération F2F est étroitement liée. Le «maintien de la paix» a fait l'objet de résolutions jumelles adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité des Nations Unies en avril 2016. Les résolutions appellent à élargir la compréhension de la consolidation de la paix au-delà des interventions à court terme visant à l'arrêt des hostilités. Elles mettent l'accent sur les mécanismes d'ensemble, durables et inclusifs visant à construire une vision commune de la société et à prévenir le déclenchement, l'escalade, la récurrence ou la poursuite du conflit. Pour y parvenir, les résolutions préconisent, entre autres, une meilleure coordination et une meilleure cohérence entre les actions des intervenants nationaux, régionaux et mondiaux.

Cette approche est très bien accueillie par le groupe des pays du g7+, qui ont

longtemps intégré les liens entre paix, sécurité et développement, et qui ont préconisé des réformes de l'architecture de l'aide internationale afin de maximiser sa contribution à la consolidation de la paix et du renforcement de l'État. Elle est également conforme à la vision du g7+ sur la paix en tant que processus endogène qui requiert une appropriation par le pays et un leadership national.

Les pays du g7+ ont parfaitement compris que la paix ne résidait pas dans la simple absence de conflit. Le conflit et la paix, comme la fragilité et la résilience, doivent davantage être perçus comme un continuum multidimensionnel, le long duquel les pays se trouvent dans des positions différentes à des moments différents. Consolider et maintenir la paix dans le sens d'une absence de conflit manifeste nécessite de nombreuses mesures modestes et cohérentes sur une longue période de temps visant à consolider la «paix quotidienne» du renforcement des institutions, à bâtir la confiance, à créer des mécanismes pour traiter les plaintes et offrir des services et des possibilités économiques au peuple.

La coopération F2F constitue une expression de l'approche du groupe g7+ face à ces problèmes. L'objectif principal des initiatives F2F qui traitent des crises aiguës et émergentes est de donner une plus grande visibilité à ces crises à l'échelle mondiale et de mobiliser un soutien international. En retour, l'apprentissage par les



pairs et les autres initiatives de coopération F2F axées principalement sur le renforcement de l'État adoptent une approche à plus long terme pour consolider la paix en contribuant à nourrir les institutions des différents pays et à renforcer leur structure sociale. Dans les deux cas, le maintien de la paix et la promotion de la résilience sont les principaux objectifs visés.

Lors d'une réunion avec le Secrétaire général

des Nations Unies, S.E. António Guterres, en mai 2017, la personnalité éminente du g7+, S.E. Kay Rala Xanana Gusmão, a exprimé le soutien du g7+ en faveur des plans de réforme du Secrétaire général et sa volonté de contribuer activement au programme de paix durable grâce aux efforts de médiation du g7+. Cette offre a été bien accueillie par le Secrétaire général et sera étudiée de manière approfondie lors des prochaines réunions

« La paix n'est pas seulement l'absence de guerre, c'est une question de tranquillité d'esprit. Quand tout le monde se sent en sécurité pour aller à l'école, accéder aux services publics, vaquer à ses occupations, c'est la paix.

S.E. Kay Rala Xanana Gusmão, personnalité éminente du g7+ (2010)

« En s'appuyant sur la solidarité et l'empathie que nos pays ont entre eux, le g7+ soutient la facilitation du dialogue et de la réconciliation pour promouvoir la paix. C'est l'essence même de la coopération F2F. »

Habib Ur Rehman Mayar, Secrétaire général adjoint du g7+ (2013-)

entre les deux organisations.

La coopération Fragile-Fragile et la nouvelle façon de travailler

La nouvelle façon de travailler est une approche novatrice des politiques et pratiques humanitaires et de développement, énoncée dans un engagement à agir, signé et approuvé par le Secrétaire général des Nations Unies, les chefs des organismes des Nations Unies et la Banque mondiale lors du Sommet humanitaire mondial de 2006 à Istanbul. Il engage ses signataires à surmonter le fossé qui existe depuis longtemps entre l'action humanitaire et la coopération au développement, en travaillant ensemble pour répondre simultanément aux besoins immédiats, tout en cherchant à réduire la vulnérabilité et à éliminer les besoins à moyen et à long terme. Pour y parvenir, des partenariats renforcés sont nécessaires entre les acteurs des communautés humanitaires et de développement, en mettant l'accent sur les « résultats collectifs », perçus comme des résultats positifs en termes de réduction de la vulnérabilité et du risque sur une période de

trois à cinq ans.

Le g7+ voit la nouvelle façon de travailler comme entièrement compatible avec sa propre façon de travailler. Pour le g7+, les questions de paix et de développement ne doivent pas être considérées comme des questions distinctes, et les actions visant à répondre aux besoins immédiats ne doivent pas négliger ou compromettre les impacts à moyen et long terme sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État. Atteindre des résultats collectifs en termes de réduction des risques et de vulnérabilité à moyen terme est une autre manière de conceptualiser la transition de la fragilité à la résilience, qui est au cœur du g7+. De ce point de vue, la nouvelle façon de travailler constitue un autre élément de l'évolution du monde du développement qui est conforme aux positions politiques et pratiques du g7+, en ayant même été quelque peu anticipée par celles-ci.

Les exemples de coopération F2F dans la section précédente l'illustrent parfaitement. Ils ont tendance à se concentrer sur des moments où les pays sont « à la croisée des chemins »,

comme les conséquences immédiates de l'indépendance au Soudan du Sud, la crise provoquée par le virus Ebola en Afrique de l'Ouest ou les élections de 2014 en Guinée-Bissau.

Ce sont des moments où la solidarité internationale peut jouer un rôle déterminant dans la poursuite des progrès vers la résilience ou, au contraire, dans le retour à la fragilité et au conflit. Le fait que ces pays ne soient finalement pas tous parvenus à négocier ces tournants décisifs ne diminue en rien l'importance de la solidarité exprimée à ces périodes et la recherche d'une plus grande visibilité pour ces problèmes.

En outre, conformément à la nouvelle méthode de travail, la coopération F2F vise à soutenir la consolidation de la paix et le renforcement de l'État à moyen et à long terme par les acteurs locaux, à travers le renforcement des capacités et la consolidation institutionnelle. Par exemple, pour le g7+, il est d'une importance

primordiale que toute assistance financière dans le cadre de la coopération F2F soit fournie en utilisant les systèmes du pays bénéficiaire, au lieu de passer par les systèmes parallèles de donateurs ou de manière ponctuelle. Cela sert à souligner le point fondamental selon lequel il ne faut jamais s'attaquer aux besoins immédiats au détriment du renforcement de ces systèmes et mécanismes qui réduiront en fin de compte les besoins et la vulnérabilité sur le long terme.

Enseignements tirés et défis à relever

Conçu il y a à peine quatre ans, le programme de coopération Fragile-Fragile en est encore à ses balbutiements. Cependant, il peut déjà être considéré comme un succès. Des voyages d'études et des tables rondes ont été organisés, une aide financière a été accordée, une assistance technique a été fournie et des missions de haut niveau ont été organisées pour promouvoir la paix et la réconciliation. De nombreux pays membres du g7+ ont été

La personnalité éminente du g7+, S.E. Kay Rala Xanana Gusmão, lors d'une visite au camp de personnes déplacées de Mpoko à Bangui, en République centrafricaine. Au lendemain de cette visite, le gouvernement du Timor-Leste a fait un don de 1,5 million de dollars pour soutenir la réinstallation de 24 000 personnes déplacées de ce camp dans le cadre de la coopération F2F. (Crédit image : Secrétariat du g7+)



impliqués d'une façon ou d'une autre.

La mise en œuvre de ces initiatives a permis d'acquérir de l'expérience et d'approfondir la connaissance des ressources humaines, financières et logistiques pour soutenir un processus électoral dans un autre pays; déterminer quels sont les arguments en faveur de la réconciliation qui trouvent le plus grand écho chez les parties impliquées dans une situation de conflit; et établir si la production et la diffusion de rapports ou l'organisation de voyages d'études constituent les dispositifs les plus efficaces pour différents types de renforcement des capacités. Le g7+ veut s'assurer que ces connaissances, qu'elles soient codifiées dans des publications écrites ou tacitement accumulées par les acteurs de la coopération F2F, continueront à être utilisées à la fois dans les futures initiatives de coopération F2F et à alimenter les activités mondiales de sensibilisation du g7+.

Le principal enseignement tiré au fil des ans réside peut-être dans le fait que la coopération F2F exerce son impact le plus puissant à travers son effet de démonstration. L'aide financière

de 2 millions de dollars qui a été accordée à la Guinée, au Libéria et à la Sierra Leone pour aider à surmonter la crise provoquée par le virus Ebola a été limitée par rapport aux besoins totaux et aux montants globaux finalement engagés, mais son impact a été multiplié à plusieurs reprises à travers l'effet de sensibilisation mondial découlant du fait qu'elle provenait d'un pays du g7+, en étant volontairement acheminée par les systèmes des pays bénéficiaires. Plus généralement, la coopération F2F est la plus efficace lorsqu'elle sensibilise aux besoins des pays fragiles et touchés par les conflits, lorsqu'elle contribue à changer le discours sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État, et lorsqu'elle applique les principes du New Deal en mettant l'accent sur les approches nationales et dirigées par les pays.

Récemment, le g7+ a commencé à impliquer certaines organisations multilatérales et les donateurs du Nord dans des initiatives de coopération F2F par le biais d'accords de coopération triangulaire. Ceux-ci ont un grand potentiel. Soutenir les initiatives F2F est un moyen d'utiliser le financement du



développement du Nord de manière très performante et efficace, en minimisant les fuites et en exerçant un impact positif sur toutes les parties de la relation de la coopération F2F. Cependant, les résultats ne sont pas encore à la hauteur du potentiel envisagé. En particulier, il s'est avéré difficile de garantir l'agilité et la réactivité de toutes les parties : dans certains cas, le suivi des engagements initiaux a été insuffisant ; dans d'autres cas, les retards et les exigences administratives associés au déblocage de fonds et à l'apport du soutien se sont avérés trop lourds. Ce domaine doit être amélioré et faire l'objet d'une collaboration plus étroite.

Le g7+ est également désireux d'entrer en contact avec d'autres pays non membres du g7+ pour explorer d'autres pistes de collaboration future. Cela s'applique aux pays non membres du g7+ touchés par les conflits et la fragilité qui ont une expérience et des connaissances pertinentes à partager, ainsi que, plus largement, à d'autres pays du Sud. Il existe certainement un grand potentiel pour explorer les synergies entre la coopération Fragile-Fragile et la coopération Sud-Sud, ce qui peut impliquer l'intégration des composantes de la coopération F2F dans les plateformes existantes et les mécanismes de la coopération Sud-Sud. Une approche globale à cet égard impliquerait idéalement l'élaboration et la mise en œuvre d'un cadre Sud-Sud intégré pour l'engagement dans les situations fragiles, semblable au New Deal existant, mais cherchant spécifiquement à articuler la coopération Sud-Sud et Fragile-Fragile.

Pour aller de l'avant, le g7+ cherchera également à identifier d'autres « champions de la paix » issus des pays du g7+ pour rejoindre le conseil des personnalités éminentes. Celles-ci doivent être des personnes dotées d'un profil spécifique : elles doivent avoir une histoire de vie et l'autorité morale pour s'assurer que leurs appels à la paix et à la réconciliation sont crédibles et attirent l'attention. L'identification de ces champions de la paix dépend des États membres, mais il s'agit d'une priorité future importante pour le g7+.

Un autre défi consiste à élargir la portée des activités de la coopération F2F et à renforcer l'impact du programme. Cela s'explique en partie par un financement et des ressources insuffisants : les pays du g7+ sont confrontés à des contraintes financières et matérielles inhérentes, tandis que le soutien des donateurs n'a pas encore été suffisamment soutenu. Cela s'explique en partie par la réticence de nombreux donateurs à s'impliquer dans des pays en proie au conflit ou sortant d'une telle situation. Conformément à l'esprit du New Deal, surmonter cette réticence afin de mobiliser des ressources suffisantes exige une confiance mutuelle et une concentration sur les bonnes priorités.

Toutefois, l'augmentation de la portée des activités du programme F2F nécessite également l'identification de perspectives de coopération supplémentaires, qui à leur tour dépendent des membres exprimant leurs besoins et partageant leurs points forts. Afin de soutenir cette adéquation entre les besoins et les points forts, le Secrétariat du g7+ a entrepris un exercice de modélisation en cours impliquant les points focaux du g7+ dans les différents pays membres. Parmi les domaines identifiés comme ayant un potentiel futur important figurent les processus DDR (désarmement, démobilisation et réintégration), la rédaction de contrats et la négociation autour de l'extraction des ressources naturelles et divers aspects de la gestion des finances publiques. Le g7+ envisagera de mettre en œuvre de futures initiatives de coopération dans ces domaines et dans d'autres, et continuera à encourager les offres proactives de ses membres et les demandes de coopération.

Les défis sont nombreux, mais toutes les initiatives louables impliquent des difficultés. En quelques années, la coopération F2F s'est affirmée comme un nouvel élément précieux du paysage du développement mondial. Dans les années à venir, l'objectif est de rester innovant et d'avoir un impact encore plus important.





www.g7plus.org
Twitter: @g7plus
Facebook: facebook.com/g7plus



United Nations
Office for South-South Cooperation

www.unsouthsouth.org
Twitter: @UNOSSC
Facebook: facebook.com/UNOSSC



Autres rapports de l'Action Sud-Sud

Sustainability in Thailand: Experience for Developing Countries (2017)

Citizen-friendly Public Service Innovation in Bangladesh (2017)

The Cooperation Council of Turkic Speaking States (2017)

Inspiring Sustainable Development with Bamboo: INBAR (2017)

Union for the Mediterranean (2017)

From Cuba to the World (2018)



United Nations
Office for South-South Cooperation

